

L'immigration, l'Europe ou encore les droits de douane seront au cœur des débats ces prochains mois

Les sept dossiers cruciaux en 2026

PHILIPPE CASTELLA

Politique ► Le cœur lourd après le drame de Crans-Montana et ses commémorations, les sept conseillers fédéraux se retrouveront pour la première fois de l'année ce mercredi, sous la conduite du nouveau président Guy Parmelin. Sur la table les attendent de gros dossiers en cette année préélectorale. En voici sept qui devraient occuper le devant de la scène politique.

1 Une votation homérique sur l'immigration

Le temps fort de l'année sur le plan politique devrait être la votation populaire, probablement en juin, sur l'initiative de l'UDC «Pas de Suisse à 10 millions d'habitants». Les hallebardes seront de sortie pour cette bataille homérique, avec pour enjeu l'accord sur la libre circulation des personnes et plus largement l'ensemble des relations bilatérales avec l'Union européenne. Le parlement a renoncé à lui opposer un contre-projet l'an dernier.

2 Un dossier européen à ficeler

En plus d'être au cœur de la campagne sur l'initiative de l'UDC, la question européenne va beaucoup occuper les Chambres fédérales qui se pencheront sur les Bilatérales III, que l'UDC préfère appeler «traité de soumission à Bruxelles». De nombreuses questions sont à régler sur la mise en œuvre en Suisse de ce paquet de stabilisation des relations avec l'UE, ainsi que sur les mesures d'accompagnement.

Parmi les enjeux sensibles à trancher, le choix entre référendum facultatif ou obligatoire. A savoir s'il faut la double majorité du peuple et des cantons ou si celle du peuple suffit. Une initiative populaire, dite «Boussole», a été lancée sur ce point précis pour forcer la double majorité. Elle pourrait, elle aussi, être soumise en votation cette année déjà, alors que les Bilatérales III devraient l'être l'an prochain, avant les élections fédérales de l'automne.

3 Un accord avec Trump à finaliser

L'économie suisse d'exportation respire mieux depuis le deal trouvé en novembre avec Donald Trump pour l'abaissement des droits de douane de 39 à 15%, soit le taux qui s'applique aux pays de l'Union européenne. Reste à finaliser cet accord et à en découvrir tous les détails. Les consommateurs suisses échapperont-ils au poulet au chlore américain, ainsi qu'à la viande de bœuf et de bison aux hormones? Une réponse devrait être trouvée cette année à ces questions et à bien d'autres.

Des rebondissements ne sont pas à exclure dans cette affaire, au vu de l'imprévisibilité à laquelle nous sommes habitués



La photo officielle du Conseil fédéral pour 2026, avec en son centre le président, Guy Parmelin, a été réalisée par quatre étudiants en photographie. KEYSTONE

le président américain depuis un an. Et comme presque toujours en Suisse, cela devrait se terminer par un scrutin populaire à l'issue fort incertaine.

4 Le financement de l'AVS à peaufiner

C'est en décembre de cette année que les retraités du pays toucheront pour la première fois une 13^e rente AVS, conformément au vote populaire de mars 2024. Son financement fait encore l'objet d'après débats au parlement. L'option retenue passe par une hausse de la TVA, selon des modalités encore à définir.

En parallèle, les Chambres fédérales doivent se déterminer sur le sort à réserver à l'initiative populaire du Centre, qui réclame un déplaçonnement des rentes des couples mariés. De son côté, la ministre de l'Intérieur Elisabeth Baume-Schneider planche déjà sur la prochaine réforme du premier pilier (AVS 2030), dont elle a présenté les grandes lignes en novembre. Celle-ci ne prévoit pas de relèvement de l'âge de la retraite, mais des incitations à travailler plus longtemps. Le projet devrait être mis en consultation ce printemps.

DES VOTATIONS POPULAIRES EN CASCADE AU NIVEAU FÉDÉRAL

Le 8 mars, le peuple suisse se prononcera sur quatre objets sensibles: redevance radio-TV, imposition individuelle, fonds en faveur du climat et argent liquide. Mais cela ne constitue qu'un échauffement en vue de la bataille épique, prévue en principe en juin, sur l'initiative populaire de l'UDC pour limiter l'immigration. De nombreux autres objets devraient être tranchés par le peuple cette année.

A commencer par deux référendums, au stade de la récolte de signatures: celui contre le durcissement de l'accès au service civil et celui contre l'assouplissement des exportations d'armes. Au plus tard en novembre, les Suisses devraient être appelés à se prononcer sur le programme d'allègement des finances fédérales afin de permettre son entrée en vigueur dès l'an prochain. Ils pourraient l'être aussi, comme indiqué

5 Encore des turbulences pour l'armée

Elu en mars dernier, le ministre de la Défense Martin Pfister a connu un départ en fanfare (militaire). Les nombreux cadavres qu'il a découverts dans le placard vont encore bien occuper les journées du Zougais en 2026. A commencer par les surcoûts des nouveaux avions de combat. Combien la Suisse achètera-t-elle de F-35A? La réponse devrait tomber cette année, mais ce sera moins que les 36 prévus, histoire de respecter la limite des 6 milliards de francs approuvés de justesse en vota-

tion populaire. Autre casse-tête à résoudre, le fort accroissement souhaité du budget militaire dans un contexte d'austérité financière.

6 Un corset à choisir pour UBS

Quel corset financier faut-il imposer à UBS après la faillite de Credit Suisse? La consultation sur le projet du Conseil fédéral d'imposer davantage de fonds propres à la banque d'importance systémique vient de se terminer en ce début d'année. Avec les menaces d'UBS de déplacer son siège aux Etats-Unis, la pression sur le monde politique sera maximale dans ce dossier.

7 Un régime financier à prescrire

Le Conseil des Etats a retranché en décembre près d'un tiers aux 2,5 à 3 milliards de francs par an d'économies que la ministre Karin Keller-Sutter voulait imposer aux finances fédérales. C'est désormais au tour du Conseil national de se prononcer sur ce régime minceur. Avant un très probable référendum et une votation populaire cette année encore pour un programme d'allègement qui porte sur les années 2027 à 2029. I